

**Volet B**
**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge  
après dépôt de l'acte**

 Réservé  
au  
Moniteur  
belge


\*17314388\*


 Déposé  
19-06-2017

Greffé

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 21/06/2017 - Annexes du Moniteur belge

**N° d'entreprise :** 0676932217

**Dénomination**

(en entier) : Club de Tennis de Table Hamme-Mille 6V

(en abrégé) : CTT Hamme-Mille 6V

Forme juridique : Association sans but lucratif

Siège : Rue Champ d'Oiseaux, H.-M. 1

1320 Beauvechain (Hamme-Mille)

Belgique

**Objet de l'acte :** Constitution

Entre les soussignés:

PAULIS Sacha, domicilié Rue d'Orp 10, à 4280 Wansin, né le six décembre mil neuf cent septante sept à Watermael-Boitsfort

MONCOUSIN Marc, domicilié Rue René Devillers 29, à 1150 Woluwé-Saint-Pierre, né le treize août mil neuf cent soixante-trois à Etterbeek

KERSTENS Laurent, domicilié Ry Saint-Jean 23 bte 5, à 1370 Jodoigne, né le vingt juillet mil neuf cent quatre-vingt à Uccle

FALQUE Patrick, domicilié Rue Victor Horta 41 bte 101, à 1348 Louvain-La-Neuve, né le vingt-sept juillet mil neuf cent soixante-six à Louvain-La-Neuve

DE TROYER François, domicilié Rue Champ d'Oiseaux 1, à 1320 Hamme-Mille, né le vingt-deux août mil neuf cent cinquante et un à Uccle

GAUTIER Geoffroy, domicilié Champ du Grand Bois 9, à 1315 Roux-Miroir, né le huit mai mil neuf cent septante neuf à Ottignies

VANDOOREN Valérie, domiciliée Vieux chemin de Louvain 8, à 1320 Hamme-Mille, née le quatre avril mil neuf cent soixante-quatre à Ixelles

SOBRIE Jérôme, domicilié Vijverstraat 44A, à 3040 Sint-Agatha-Rode, né le treize avril mil neuf cent quatre-vingt-un à Mouscron

Qui déclarent constituer entre eux une Association Sans But Lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921, telle que modifiée par les lois du 2 mai 2002 et du 16 janvier 2003, et d'en établir les statuts

**TITRE I : DENOMINATION, SIEGE SOCIAL ET DUREE**

Art 1 : Le nom de l'association est « Club de tennis de table Hamme-Mille 6V », en abrégé « C.T.T. Hamme-Mille 6V ». Tous les actes ; factures, annonces, publications et autres documents émanant de l'association mentionne la dénomination de l'association, précédée ou suivie des mots « Association Sans But Lucratif » ou du sigle « ASBL », ainsi que de l'adresse du siège de l'association.

Art 2 : Le siège de l'association est établi à Rue Champ d'Oiseaux 1, à 1320 Hamme-Mille, dans l'arrondissement judiciaire de Nivelles. Toute modification du siège social doit être publiée sans délai, aux annexes du Moniteur Belge.

Art 3 : L'association est constituée pour une durée illimitée.

## TITRE II : OBJET, BUT

Art. 4 : L'association a pour but la promotion du sport en général et du tennis de table dans la commune de Beauvechain en particulier.

Art 5 : L'association a pour objet : l'organisation d'activités liées à la pratique du tennis de table, de cours, de compétition, de formations...

Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet. Elle peut prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet. Tous les actes pris sont exclusivement consacrés à la réalisation du but pour lequel l'association a été constituée.

## TITRE III : MEMBRES

## Section 1 : Admission

Art 6 : L'association est composée de membres effectifs et de membres adhérents. Le nombre minimum des membres effectifs ne peut être inférieur à trois.

Seuls les membres effectifs jouissent de la plénitude des droits accordés aux associés par la loi ou les présents statuts.

Art 7 : Sont membres effectifs :

1. les comparants au présent acte ;
2. les membres du Conseil d'Administration.

Sont membres adhérents : tous ceux qui participent aux activités de l'association, après avoir satisfait aux obligations d'affiliation imposées par le Conseil d'Administration, conformément aux prescriptions de la fédération.

## Section 2 : Démission, exclusion, suspension

Art 8 : Les membres effectifs sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit leur démission à l'association. Les membres adhérents peuvent se retirer à tout moment sans aucune formalité.

Est en outre réputé démissionnaire, le membre effectif ou adhérent qui ne paie la cotisation qui lui incombe, dans le mois du rappel, qui lui est adressé par lettre ordinaire à la poste.

Le membre, effectif ou adhérent, qui, par son comportement porterait préjudice ou nuirait à l'association, peut être proposé à l'exclusion par le Conseil d'Administration. L'exclusion d'un membre effectif ou adhérent ne peut qu'être prononcée par l'assemblée générale à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées.

Le Conseil d'Administration peut suspendre, jusqu'à la décision de l'assemblée générale, les membres qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux statuts et aux lois.

Art 9 : L'associé démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayant droit de l'associé décédé, n'ont aucun droit sur le fonds social.

Ils ne peuvent réclamer ou requérir, ni relevé, ni reddition de comptes, ni apposition de scellés, ni inventaire.

Art 10 : Le Conseil d'Administration tient un registre des membres conformément à l'article 10 de la loi du 1921.

## TITRE IV : ASSEMBLAGE GENERALE

Art 11 : L'assemblée générale est composée de tous les membres (effectifs et adhérents).

Art 12 : L'assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts.

Sont notamment réservées à sa compétence :

1. les modifications aux statuts ;
2. la nomination et la révocation des administrateurs ;
3. le cas échéant, la nomination des commissaires ;
4. l'approbation des budgets et comptes ainsi que la décharge à octroyer aux administrateurs et le cas échéant aux commissaires ;
5. la dissolution volontaire de l'association ;
6. les exclusions de membres ;
7. la transformation de l'association en société à finalité sociale.

Art 13 : Il doit être tenu au moins une assemblée générale chaque année, dans le courant du premier semestre qui suit la fin de l'exercice social.

L'association peut être réunie en assemblée extraordinaire à tout temps par décision du conseil d'administration

notamment à la demande d'un cinquième au moins des membres effectifs. Chaque réunion se tiendra aux jours, heure et lieu mentionnés dans la convocation.

Tous les membres doivent y être convoqués.

Art 14 : L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration par lettre ou e-mail ordinaire adressée au moins huit jours avant l'assemblée, et signée par le secrétaire, au nom du conseil d'administration. L'ordre du jour est mentionné dans la convocation. Toute proposition signée par un vingtième des membres effectifs doit être portée à l'ordre du jour.

Sauf dans les cas prévus aux articles 8, 12, 20 et 26 quater de la loi du 27 juin 1921, l'assemblée peut délibérer valablement sur des points qui ne sont pas mentionnés à l'ordre du jour.

Art 15 : Chaque membre dispose d'une voix. Il peut se faire représenter par un autre membre effectif ou adhérent au moyen d'une procuration écrite. Chaque membre ne peut être titulaire que d'une seule procuration.

Art 16 : L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration et à défaut par l'administrateur présent le plus âgé.

Art 17 : L'assemblée générale délibère valablement si au moins la moitié des membres sont présents ou représentés.

Les résolutions sont prises à la majorité simple ou absolue des voix présentes ou représentées, sauf les cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

En cas de partage des voix, celle du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Art 18 : L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association, sur la modification des statuts ou sur la transformation de la société à finalité sociale que conformément aux articles 8, 20 et 26 quater de la loi du 27 juin 1921 relative aux ASBL.

Art 19 : Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans un registre de procès-verbaux signés par le président et un administrateur. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance mais sans déplacement du registre.

Toutes modifications aux statuts sont déposées au greffe sans délai et publiées par extraits aux annexes du Moniteur belge comme dit à l'article 26 novies. Il en va de même pour tous les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonction des administrateurs et, le cas échéant, des commissaires.

#### TITRE VI : ADMINISTRATION

Art. 20: L'association est gérée par un conseil d'administration.

Le conseil d'administration est composé de trois personnes au moins et huit personnes au maximum, nommées par l'assemblée générale parmi les membres effectifs pour un terme de un an, et en tout temps révocables par elle. Le nombre d'administrateurs doit en tous cas toujours être inférieur au nombre de personnes membres de l'association.

Art. 21 : En cas de vacances au cours d'un mandat, un administrateur provisoire peut être nommé par l'assemblée générale. Il achève dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Les administrateurs sortant sont rééligibles.

Art. 22 : Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président, un vice-président, un trésorier et un secrétaire.

En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le vice président ou le plus âgé des administrateurs présents.

Art. 23 : Le conseil se réunit sur convocation du président et/ou du secrétaire. Il forme un collège et ne peut statuer que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Chaque administrateur dispose d'une voix. Il peut se faire représenter par un autre administrateur au moyen d'une procuration écrite. Chaque administrateur ne peut être titulaire que d'une seule procuration.

Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix : quand il y a parité de voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante. Elles sont consignées sous forme de procès-verbaux, signés par le président et le secrétaire et inscrites dans un registre spécial.

Art. 24 : Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association.

Art. 25 : Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la signature afférente à cette gestion, à un administrateur délégué choisi en son sein et dont il fixera les pouvoirs.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes déléguées à la gestion journalière sont déposés au greffe sans délai et publiés par extraits aux annexes du Moniteur belge comme dit à l'article 26 novies de la loi.

Art. 26 : Deux administrateurs agissant conjointement signent valablement les actes régulièrement décidés par le conseil ; ils n'auront pas à justifier de leurs fonctions vis-à-vis des tiers.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation des fonctions des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés au greffe sans délai, et publiés par extraits aux annexes du Moniteur belge comme dit à l'article 26 novies de la loi.

Art. 27 : Les administrateurs, les personnes déléguées à la gestion journalière, ainsi que les personnes habilitées à représenter l'association ne contractent, en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Celui-ci est exercé à titre gratuit.

Art. 28 : Le secrétaire, et en son absence, le président, est habilité à accepter à titre provisoire ou définitif les libéralités faites à l'association et à accomplir toutes les formalités nécessaires à leur acquisition.

#### TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 29 : En complément des statuts, le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale un règlement d'ordre intérieur. Des modifications à ce règlement pourront être apportées par une assemblée générale, statuant à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Art. 30 : L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Art. 31 : Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire. Ils sont tenus et, le cas échéant, publiés conformément à l'article 17 de la loi.

Art. 32 : En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et indique l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social.

Cette affectation doit obligatoirement être faite en faveur d'une fin désintéressée.

Toutes décisions relatives à la dissolution, aux conditions de la liquidation, à la nomination et à la cessation des fonctions du ou des liquidateurs, à la clôture de la liquidation, ainsi qu'à l'affectation de l'actif net, sont déposées au greffe et publiées aux annexes du Moniteur belge comme dit aux articles 23 et 26 novies de la loi.

Art. 33 : Tout ce qui n'est pas explicitement prévu aux présents statuts est réglé par la loi du 27 juin 1921 régissant les ASBL.

#### TITRE VIII : LUTTE CONTRE LE DOPAGE ET LA SECURITE DES SPORTIFS

Art. 33 : Le Règlement d'Ordre Intérieur comprendra notamment les dispositions prévues par la réglementation et la législation applicables en Communauté française en matière de lutte contre le dopage et de respect des impératifs de santé dans la pratique sportive.

Art. 34 : L'association doit transférer à tous ses membres ainsi qu'aux parents ou personnes investies de l'autorité parentale de ses membres de moins de 16 ans :

1. le document explicite et pédagogique sur les bonnes pratiques sportives de leur discipline, ainsi que sur la nature réelle et les conséquences nocives de l'utilisation de substances et moyens interdits par l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 10 octobre 1989 ;
2. la liste de ces substances ou moyens interdits en vertu de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 10 octobre 1989 relatif à la liste des substance et moyens visés par la loi du 2 avril 1965 interdisant la pratiquer du doping à l'occasion de compétitions sportives ;
3. les mesures disciplinaires que la fédération applique en cas d'infraction à cette législation.

Art. 35 : L'association a l'obligation de prendre toutes les mesures appropriées pour assurer la sécurité de ses membres et des participants aux activités mises sur pied par elle-même ou sous sa responsabilité. Ces mesures doivent concerner tant les équipements utilisés que les conditions matérielles et sportives de l'organisation.

Art. 36 : L'association a l'obligation d'informer ses membres des dispositions statutaires de sa fédération concernant :

1. les droits et devoirs réciproques des membres et des clubs ;
2. les mesures disciplinaires ainsi que les procédures et leur champ d'application ;
3. l'exercice du droit à la défense et à l'information, préalable à toute sanction éventuelle.

**Volet B** - suite

Art. 37 : L'association a également l'obligation de communiquer à tous ses membres un sommaire des règles relatives à la sécurité et à la lutte contre le dopage en vigueur dans la fédération à laquelle elle est affiliée, ainsi qu'un sommaire des règles relatives au transfert édictées par la fédération et un aperçu des contrats d'assurance conclus au profit des sportifs.

L'ensemble des documents relatifs aux règles et aux contrats d'assurance dont question ci-dessus sont tenus à disposition des membres au siège de l'association.

**DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Les fondateurs prennent à l'unanimité les décisions suivantes, qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt au greffe des statuts, des actes relatifs à la nomination des administrateurs et des actes relatifs à la nomination des personnes habilitées à représenter l'association.

**Exercice social :**

Par exception à l'article 30, le premier exercice débutera le jour du dépôt au greffe du Tribunal de Commerce de Nivelles pour se clôturer le 31 décembre 2018.

**Administrateurs :**

L'Assemblée Générale désigne en qualité d'administrateurs les personnes suivantes :

PAULIS Sacha ;  
 MONCOUSIN Marc ;  
 KERSTENS Laurent ;  
 DE TROYER François ;  
 GAUTIER Geoffroy ;  
 FALQUE Patrick ;  
 VANDOOREN Valérie ;  
 SOBRIE Jérôme  
 Qui acceptent ce mandat.

**Délégation de pouvoir :**

Ils désignent en qualité de  
 Président : PAULIS Sacha  
 Trésorier : KERSTENS Laurent  
 Secrétaire : MONCOUSIN Marc